

Le Soir - Premier site d'informations en Belgique francophone

- [économie](#)

Les secrets des offshore exposés mondialement (en direct)

Alain Lallemand

Mis en ligne il y a 2 heures

- [Lire aussi : Le «Offshore Leaks»](#)

Une spectaculaire fuite des données informatiques issues de dizaines de milliers de sociétés offshore des îles vierges britanniques, des îles Cook et d'autres hauts lieux de l'évasion fiscale provoque depuis minuit la mise au jour des secrets financiers jusqu'ici les mieux gardés. Parmi les fraudeurs, de nombreux Belges. Les explications d'Alain Lallemand.

Parmi les millions de transactions dévoilées, parmi les dizaines de milliers de noms de sociétés et de particuliers provenant de 170 pays de par le monde, figurent des centaines de fraudeurs belges, notamment de nombreux diamantaires anversois d'origine indienne, des conseillers fiscaux des trois régions du pays, des cadres de banques œuvrant pour compte de leurs clients, et de nombreux particuliers d'Anvers, de Bruxelles, d'Uccle, de Waterloo ou de Dinant.

Cette révélation inédite est le fruit du travail de 86 journalistes du monde entier qui, sous la direction de l'[International Consortium of Investigative Journalists](http://www.icij.org/) (ICIJ, Washington) se sont rassemblés durant quinze mois pour analyser 2,5 millions de fichiers, les comptes de 120.000



sociétés offshore. Au total, la fuite informatique équivaut à 160 fois le volume des câbles diplomatiques révélés par [WikiLeaks](http://wikileaks.org/) (<http://wikileaks.org/>) en 2010. Les révélations éclaboussent la Russie, l'Azerbaïdjan, les Philippines, le Kazakhstan, Chypre, la Thaïlande, le Zimbabwe, la dictature birmane mais aussi, plus prosaïquement, les plus fortunés d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest.

Le minute par minute

17h. Sans être directement associé à cette enquête, le journal *Le Soir* a permis à Alain Lallemand d'investiguer. «*Je suis un électron libre*», explique le journaliste, qui refuse catégoriquement toute collaboration avec le fisc belge. Ce dernier n'a d'ailleurs pas cherché à le joindre ce jeudi. M. Lallemand précise qu'il ne peut transmettre en aucun cas directement les données secrètes dont il n'est pas propriétaire mais qu'il peut uniquement communiquer des interprétations de ces données. Le journaliste n'a reçu les informations brutes dans le cadre de l'Offshore leaks que fin mars, a-t-il expliqué jeudi à l'agence Belga.

16h. Jean-Jacques Augier, trésorier de la campagne de François Hollande en 2012, a assuré n'avoir tiré «*aucun avantage fiscal particulier*» des prises de participation de sa holding Eurane dans des sociétés enregistrées aux îles Caïmans, un paradis fiscal. L'homme d'affaires précise également ne détenir «*aucun actif, compte ou participation à titre personnel à l'extérieur du territoire français*».

15h. Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, demande aux médias de «*remettre les documents aux autorités fiscales compétentes dans le pays* ». Lire l'article (en allemand) du *Zeit* : «*Le ministre des Finances demande les dossiers sur les paradis fiscaux*» (<http://www.zeit.de/politik/deutschland/2013-04/steueroasen-briefkastenfirmen-finanzministerium>).

14h. *Le Soir* a traduit l'enquête internationale. Elle est à découvrir par ici (<http://www.lesoir.be/219602/article/economie/2013-04-04/offshore-leaks-voici-l-enquete-internationale>).

13h00. La Commission européenne a exhorté jeudi les pays de l'Union européenne (UE) à «*se saisir de la question* » de l'évasion fiscale, notamment en adoptant une définition commune de ce qu'est un paradis fiscal, et a rappelé que l'évasion fiscale coûtait «*plus de 1.000 milliards* » d'euros par an à l'Europe. Interrogé sur la liste de personnalités actionnaires de sociétés dans des paradis fiscaux, le porte-parole de la Commission européenne, Olivier Bailly, a refusé de la commenter.

12h30. Le journal britannique *The Guardian* (<http://www.guardian.co.uk/uk/2013/apr/03/offshore-secrets-offshore-tax-haven>) a publié les noms d'une série de personnalités et de dirigeants actionnaires de sociétés dans des paradis fiscaux : les noms de la célèbre collectionneuse d'art espagnole Carmen Thyssen-Bornemisza, de la fille aînée de l'ancien dictateur philippin Ferdinand Marcos, Maria, ou de Olga Shuvalova, la femme de Igor Shuvalov, un homme d'affaires proche de Poutine, qui occupe le poste de vice-Premier ministre en Russie. L'ancien ministre des Finances de Mongolie, Bayartsogt Sangajav apparaît aussi dans cette liste. Ce dernier aurait créé la société «*Legend Plus Capital ltd* », par le biais d'un compte en Suisse, quand il était en fonction de 2008 à 2012. Il a reconnu que c'était une «*faute* » de ne pas l'avoir déclarée.

11h30. Dans une interview accordée à l'agence de presse Belga, le secrétaire d'État à la lutte contre la Fraude, John Crombez (SP.A), se dit satisfait de la réduction continue des échappatoires pour les fraudeurs fiscaux à travers le monde. «*Les possibilités de fuir dans l'anonymat disparaissent à grande vitesse* », a-t-il commenté. Et que ce soient des journalistes qui sortent de telles informations ne constitue pas un désaveu des pouvoirs publics, estime John Crombez. «*C'est précisément l'expression de l'action menée aussi au plan politique* », où le gouvernement fédéral a accru ces derniers mois la lutte contre la fraude, argue-t-il.

11h. Selon «*Le Matin* » (Suisse), 300 personnes et 70 sociétés en Suisse sont touchées par le scandale des «*Offshore Leaks* ». Le journal en a fait une infographie sous la forme d'une carte : «*Offshore Leaks en Suisse* » (<http://tiles.mapbox.com/datajules/map/map-kj8orlwe#8.00/46.849/8.611>)

10h30. Le gouvernement grec va enquêter sur les comptes de 103 sociétés offshore inconnues de

ses services fiscaux, dont l'existence a été révélée par l'enquête. Contacté par l'AFP, le secrétaire général aux revenus publics du ministère, Haris Théoharis, a confirmé cette information. « *Nous allons examiner avec beaucoup d'attention ces éléments, et tenter de les exploiter de la meilleure manière possible, si des activités illégales ou infractions sont constatées* », a déclaré un responsable récemment nommé pour doter le pays d'un mécanisme de perception fiscale efficace.

10h. Un proche de François Hollande serait touché par le scandale du « Offshore Leaks ». Selon Le Monde, l'ancien trésorier de campagne, Jean-Jacques Augier, est actionnaire dans deux sociétés offshore situées aux Caïmans. A lire sur Lemonde.fr : « [Le trésorier de campagne de François Hollande a investi aux Caïmans](http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/04/04/les-investissements-aux-caimans-du-tresorier-de-campagne-de-francois-hollande_3153282_3234.html) » (http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/04/04/les-investissements-aux-caimans-du-tresorier-de-campagne-de-francois-hollande_3153282_3234.html)

Comment ces 86 journalistes ont-ils procédé ? L'association de journalistes d'investigation, « l'International Consortium of Investigative Journalists » (ICIJ), vous explique dans son article (en anglais) qu'il a fallu d'abord analyser chaque numéro, chaque nom présents dans les 2,5 millions de fichiers. [Comment l'ICIJ a analysé tous ces documents ?](http://http://www.icij.org/offshore/how-icijs-project-team-analyzed-offshore-files) (<http://http://www.icij.org/offshore/how-icijs-project-team-analyzed-offshore-files>)